

## **Les guérilleros repartent à l'attaque**

**Les mouvements de guérilla se sont multipliés sous le mandat de Vicente Fox. Après avoir respecté une trêve électorale, ils reprennent les armes et coordonnent leurs actions.**

Lundi 6 novembre, des bombes ont explosé à trois endroits différents de Mexico. Au-delà de l'électrochoc politique que ces attentats cherchent à provoquer, il est clair que les groupes de guérilla représentent une autre facette de l'opposition de gauche et qu'elle est plus menaçante pour les gouvernements. Le régime de Vicente Fox, pendant six ans, a sous-estimé ce phénomène. Peut-être est-ce la raison pour laquelle, face à la confusion générale et au rejet grandissant de la violence comme méthode de résolution des conflits politiques, les premières réactions de la Procuraduría General de la República (PGR, ministère de la Justice et ministère public fédéral) reposent davantage sur des conjectures que sur une véritable connaissance des guérillas mexicaines.

L'information officielle offre autant de versions que de sources, et généralement il semblerait que, comme pour les syndicats, on ne veuille parler que des trois groupes officiels (l'Armée zapatiste de libération nationale EZLN du sous-commandant Marcos, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) et l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI)], pour ensuite présenter les autres comme des "façades" des premiers. Tout se passe comme si l'appareil de sécurité de l'Etat ignorait que le nombre de ces groupes politico-militaires a été plus que multiplié par quatre (6 en 1998, 26 aujourd'hui) au cours du dernier sextennat et que, cette année, justement, ceux-ci ont commencé à coordonner leurs efforts en réaction à "la violence institutionnelle".

Le phénomène politique et social de la guérilla gauchiste au Mexique est complexe et difficile à étudier, la plupart de ses actions étant évidemment clandestines. Toutefois, ces dernières années, des centres de recherche spécialisés comme le CIHMA ont été mis sur pied. On a vu apparaître des chercheurs indépendants comme Héctor Ibarra Chávez ou Jorge Lofredo. Du fait que ces groupes utilisent Internet - à l'exemple de l'EZLN, pionnière dans ce domaine -, n'importe quelle personne intéressée peut obtenir les données suffisantes, les analyser, les confirmer sur le terrain ou en faisant appel aux sources du Centro de Investigación y Seguridad Nacional (CISEN, équivalent de la DST) ou de l'armée pour connaître l'évolution de ces groupes politico-militaires.

Grâce à ces sources, on peut établir un certain nombre de faits : la troisième vague de la guérilla mexicaine a commencé en 1994, avec l'apparition de l'EZLN, et s'est poursuivie avec celle de l'EPR en 1996 ; le sextennat de Fox a vu proliférer ces organisations, une évolution due en partie au morcellement des organisations qui existaient entre 1996 et 2000 ; puis, depuis 2005, et plus encore à partir de 2006, la tendance est de nouveau au regroupement. Pour l'essentiel, ces groupes opèrent dans des zones rurales à majorité indienne, le plus souvent dans le sud-est du pays : ils ne quittent que rarement leur région et ne forment pas d'armées régulières d'occupation, comme ce fut le cas avec l'EZLN ou comme ont essayé de le faire Genaro Vázquez et Lucio Cabañas pendant la période dite de la guerre sale (dans les années 1970).

### **Certains groupes ont repris leurs actions**

D'après ces mêmes données, les actions militaires spectaculaires, comme celles de l'EZLN en 1994 et de l'EPR en 1996, sont devenues plus rares. Par ailleurs, les actions discrètes et non revendiquées, comme la pose d'engins explosifs, ont augmenté peu à peu jusqu'à un total de 33 cas enregistrés par la PGR. Quand l'EZLN a lancé "l'autre campagne" en janvier 2006 (la campagne électorale du sous-commandant Marcos), la majorité des groupes existants ont décrété une trêve multilatérale pour "ne pas le gêner dans sa tentative de devenir un acteur politique national". Or, cette année, après un enchaînement d'événements qui ont valu à l'exécutif d'être accusé de répression ou d'autoritarisme, certains groupes ont recommencé à lancer des communiqués et les opérations de guérilla ont repris.

Leur évolution étant récente, on peut affirmer aussi que la plupart des groupes les mieux implantés tendent à se fédérer selon trois grands axes : premièrement, celui de l'EZLN, qui veut devenir une force politique ; deuxièmement, celui du Parti démocratique populaire révolutionnaire-Armée populaire

révolutionnaire (PDPR-EPR), qui semble être le groupe qui dispose du plus grand nombre de sections dans plusieurs Etats de la République ; troisièmement, celui de la Tendance démocratique révolutionnaire-Armée du peuple (TDR-EP).

À part cela, il existe deux autres axes de coordination, plus faibles mais latents : l'Armée révolutionnaire du peuple indépendant (ERPI), qui tend à disparaître en tant que telle, et la Triple alliance guérillera indigène nationale (TAGIN). Ces deux groupes ont ceci de particulier qu'ils organisent des actions communes, qu'ils se coordonnent tout en gardant leur identité propre. Chacun des grands pôles, à l'exception de l'EZLN, fédère des dizaines de petits groupes armés qui réalisent des actions concrètes (commandos, brigades, collectifs...).

### **Le contexte social explique toujours leur présence**

A cet égard, on citera notamment l'unité à laquelle sont parvenus en octobre 2006 pas moins de douze groupes dans le "pôle armée du peuple", dont les plus importants sont la TDR-EP et le Mouvement révolutionnaire Lucio Cabañas Barrientos. Seule l'EZLN occupe des territoires autonomes. En général, les autres groupes ne restent pas dans les lieux où ils ont participé à une opération. Les principales actions ont lieu dans des Etats comme ceux du Chiapas, du Guerrero, de Morelos, d'Oaxaca ou du district fédéral de Mexico. Le contexte d'apparition de ces organisations est toujours une situation sociale complexe. Et leur présence s'explique presque toujours par les conditions socio-économiques difficiles dans lesquelles vit la population, par les crises politiques nées des excès gouvernementaux et, enfin, par le climat général d'impunité, dû à la corruption des forces de sécurité et de la justice.

Le 8 novembre, le Mouvement révolutionnaire Lucio Cabañas a publié un communiqué concernant les attentats survenus deux jours plus tôt. Il les a revendiqués, mettant hors de cause l'EPR et l'ERPI, et a annoncé qu'il s'opposerait à la mise en place du programme "Mexique 20-30" de Felipe Calderón (programme qui vise à faire décoller le Mexique d'ici à 2030). "Notre action continuera d'être dirigée contre les principaux pillards nationaux et transnationaux, ainsi que contre des institutions politiques et gouvernementales qui ont financé et organisé la fraude d'Etat et qui sont à l'origine de la violence néolibérale institutionnalisée, telle qu'elle s'exerce contre le peuple en lutte."

### **Milenio Semanal**

*Article paru dans Le Courrier International, le 23 novembre 2006.*